



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

## SOUS-PREFECTURE D'APT

Sous-Préfecture d'APT  
Environnement

### ARRETE

N° 03 du 29 janvier 2009

**portant mise en demeure à l'encontre de  
la Société KERRY Ingrédients France à APT**

-----  
**LE PRÉFET DE VAUCLUSE  
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR**

- VU** le code de l'environnement, notamment le Livre V - Titre 1<sup>er</sup> ;  
**VU** l'arrêté préfectoral n° 30 du 31 mars 2003 autorisant la Société KERRY APTUNION à exploiter l'ensemble des activités de son établissement d'APT ;  
**VU** le courrier de KERRY Ingrédients France adressé à M. et Mme NIKAISE le 27 juillet 2008 ;  
**VU** le rapport de l'inspecteur des installations classées n° D/G84/200804579 en date du 9 décembre 2008 ;

**CONSIDÉRANT** que la Société KERRY Ingrédients France ne respecte pas l'ensemble des prescriptions de son arrêté préfectoral d'autorisation du 31 mars 2003 et notamment l'article 10 ;

**CONSIDÉRANT** que le non-respect de ces prescriptions par la Société KERRY Ingrédients France est de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du code de l'environnement ;

**SUR** proposition de Monsieur le Sous-Préfet d'APT ;

### ARRETE

#### ARTICLE 1<sup>er</sup> :

La société KERRY Ingrédients France, sise quartier Salignan – B.P. 137 à APT (84400) est mise en demeure :

- avant le 21 février 2009 de mettre en œuvre une campagne de mesures de bruits sur son site d'APT par un organisme spécialisé indépendant.

Cette campagne devra permettre, en période diurne et nocturne, de :

- déterminer les émergences chez M. et Mme NIKAISE,
- identifier avec précision l'origine des bruits perçus plus intensément,
- préciser les éventuels travaux à réaliser pour respecter les émergences réglementaires chez les riverains.

La date précise pour la réalisation des mesures de bruit sera choisie en accord avec les plaignants.

Afin d'organiser cette campagne, l'organisme devra établir au préalable un programme de mesures de bruits dont le contenu sera justifié, notamment au regard des exigences réglementaires, des demandes des plaignants, des activités exercées sur le site industriel et des sources de bruit potentielles.

Les plaignants pourront émettre des observations sur le contenu de ce programme qui sera ensuite soumis à l'avis de l'inspection des installations classées au plus tard le 31 janvier 2009.

- avant le 31 mars 2009 de transmettre à Monsieur le Préfet de Vaucluse les résultats de la campagne de mesures de bruits ainsi que le planning de réalisation des actions correctives et/ou préventives à mettre en œuvre pour respecter les émergences réglementaires chez les riverains.

## **ARTICLE 2 :**

Faute pour l'exploitant, de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il sera fait application, indépendamment des poursuites pénales encourues, des sanctions prévues par l'article L. 514.1 du Code de l'Environnement.

## **ARTICLE 3 :**

La présente décision peut être déférée au Tribunal Administratif de Nîmes dans les conditions prévues à l'article L 514-6 du Code de l'Environnement. Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

## **ARTICLE 4 :**


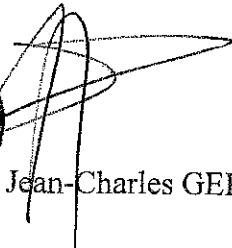
Le Secrétaire Général de la Préfecture de Vaucluse, le Sous-Préfet d'APT, le Maire d'APT, l'Inspecteur des installations classées, la Directrice Régionale de l'Industrie de la Recherche et de l'Environnement, le Directeur Départemental de l'Equipeement, le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales, le Directeur Départemental des Services d'Incendie de Secours, le Capitaine commandant la Compagnie de gendarmerie d'APT sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera notifiée à l'exploitant par courrier recommandé avec accusé de réception.

APT, le 29 janvier 2009

Pour le Préfet,  
Le Sous-Préfet,

Copie certifiée conforme  
Le Secrétaire Général

  
Guy QUENNESSON

   
Jean-Charles GERAY